

La Croix

<http://www.la-croix.com>

10 septembre 2012

Georges Corm : « Le système libanais n'est pas un modèle d'avenir »

Quinze ans après la visite de Jean-Paul II, qui avait su redonner espoir aux chrétiens après la guerre civile libanaise, Benoît XVI est attendu au Liban vendredi 14 septembre.

* * *

Pour l'historien Georges Corm, l'ancien ministre des finances du Liban, le communautarisme, fondé sur l'institutionnalisation politique des appartenances ethniques ou religieuses, n'est pas une solution d'avenir.

Que représente la visite de Benoît XVI pour les chrétiens du Liban et du Moyen-Orient ?

Georges Corm : Cette visite s'inscrit dans la continuité de la visite de Jean-Paul II, en 1997, qui avait mobilisé des foules considérables. Benoît XVI s'est beaucoup intéressé aux Églises d'Orient ces dernières années, au point d'acquiescer une solide expérience. Je pense que sa visite va contribuer à apaiser les tensions causées par la crise syrienne et les appréhensions liées aux séquelles de l'occupation américaine de l'Irak.

Comme maronite, partagez-vous l'inquiétude des chrétiens face à l'actualité qui secoue le monde arabe ?

J'éprouve un sentiment paradoxal. Les Églises d'Orient ont bénéficié d'une avance historique dans la modernité grâce à leurs contacts avec l'Europe. Bien avant les musulmans, les chrétiens ont acquis une éducation moderne, ce qui a malheureusement facilité leur émigration massive. Aujourd'hui, les musulmans émigrent aussi. Mais, à la différence des chrétiens, ils bénéficient d'un réservoir démographique immense. Le sentiment d'inquiétude des chrétiens naît donc des conséquences de la déstabilisation des sociétés où ils sont enracinés, ce qui aggrave le flux migratoire et réduit encore plus leur faible base démographique.

En quoi la crise syrienne touche-t-elle les chrétiens du Liban ?

Elle aggrave leurs angoisses. Le Liban redevient ce territoire sur lequel les conflits régionaux se reflètent. Comme tous les Libanais, les chrétiens sont divisés sur la conduite à tenir.

Les clivages politiques ne recourent donc pas toujours l'appartenance confessionnelle...

Les clivages ne sont jamais à l'origine communautaires, mais la logique du système politique libanais les enferme avec le temps dans cette logique. Aujourd'hui, on trouve des chrétiens dans les deux camps opposés (celui du « 14 mars » dans l'orbite saoudo-occidentale, et celui du « 8 mars », plus ou moins fédéré autour du Hezbollah). La situation dépasse les clivages communautaires, mais elle est présentée et interprétée dans une grille de lecture communautaire.

Le Synode ayant eu lieu quelques mois avant le début de la crise syrienne, ne craignez-vous que le pape élude cette question ?

Je ne le pense pas, car les travaux du Synode ont déjà amené l'Église catholique à prendre une position nuancée sur les révoltes arabes, dont la question syrienne. Le discours du Vatican, tout comme celui du patriarche de l'Église maronite, s'avère d'ailleurs nettement moins enthousiaste que celui des diplomaties occidentales.

Le Liban apparaît comme une forme d'exception, où les communautés collaborent dans l'exercice du pouvoir. Comment sauvegarder cet équilibre ?

Personnellement, je ne pense pas que l'avenir au Proche-Orient réside dans un tel système communautaire, qui a connu de nombreux dérapages et qui vient de démontrer aussi son échec en Irak. Tout en étant ancré dans l'Église maronite, je reste fortement républicain et je crois à l'égalité citoyenne. J'ai beaucoup de mal à accepter les régimes fondés sur l'institutionnalisation politique des appartenances ethniques ou religieuses. Quand la liberté est assurée, on n'a pas besoin de protection communautaire.

Comment encourager l'émergence d'une véritable démocratie dans le monde arabe ?

Il faudrait rétablir l'ancien libéralisme qui a pu régner au Proche-Orient dans les années 1930 : nous avions des parlements, les partis étaient tous laïcs, la seule exception étant les Frères musulmans, considérés à la fois comme un symbole du maintien du retard historique de la région et, déjà à l'époque, comme l'instrument des puissances occidentales dans leur lutte contre l'influence nationaliste ou communiste. Or, nous assistons à une

reconstitution de l'alliance des diplomaties occidentales avec les mouvances fondamentalistes, avec toute la puissance qui est derrière, à travers des financements saoudiens, qatariens... Ces mécanismes privent les révoltes de leurs fruits.

La laïcité, la citoyenneté telles qu'elles sont vécues en Europe peuvent-elles s'intégrer à la culture arabe ?

Mais la laïcité a été autrefois profondément intégrée à notre culture ! Les sociétés arabes furent les premières à intégrer le patrimoine de la Révolution française. En 1826, Mohamed Ali a envoyé une mission de l'université égyptienne Al-Azhar à Paris, pour observer l'état de la France et ses institutions politiques. Un compte rendu de ce voyage (*L'Or de Paris*) fait un éloge remarqué de la notion de citoyenneté perçue comme une clé pour l'avenir de l'Égypte, notamment pour les relations entre coptes et musulmans. Son rédacteur, l'imam Rifa'a al-Tahtawi, fut d'ailleurs à l'origine du mouvement de renaissance arabe au XIX^e siècle.

Malheureusement, ce patrimoine a été totalement enseveli par le déversoir du wahhabisme saoudien, alors qu'il avait été largement intégré par les sociétés arabes jusque dans les années 1960-1970.

Dans ce contexte, comment aider les chrétiens à se poser en acteurs du changement ?

Il faudrait déjà qu'ils cessent d'avoir peur, qu'ils se sentent moins menacés. Je crois aussi que le catholicisme romain doit entreprendre un travail de mémoire pour se rappeler ses origines en Orient, ce qui confortera ces Églises sur leur terre. On a encore trop souvent l'impression que, pour les Occidentaux, le christianisme est né à Rome et nous finissons par le croire ici aussi et par oublier nos racines...

(1) Il est notamment l'auteur des ouvrages : *Le Liban contemporain* (La Découverte) et *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2012* (Gallimard).

Recueilli par François-Xavier Maigre (à Beyrouth)